

Perspectives

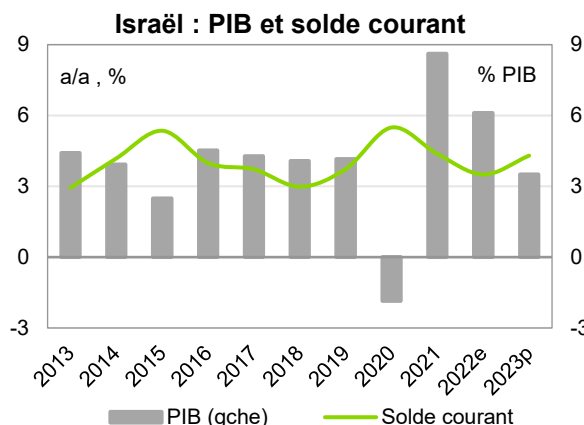
N°23/060 – 28 février 2023

ISRAËL – Une économie en bonne santé en dépit du politique

Israël est un pays développé qui dispose d'indicateurs macro-économiques solides. Après dix années d'améliorations, certains indicateurs se sont détériorés entre 2020 et 2022 en raison de la crise sanitaire et des conséquences de la guerre russo-ukrainienne sur les dettes (dette publique essentiellement) mais sans affecter la solidité globale de l'économie qui se redresse.

Effectivement, le pays est très réactif face à ces crises externes. À la crise Covid-19, la réponse a été une politique sanitaire stricte et un soutien économique ambitieux et massif. Le rebond de croissance du PIB en 2021 de 8,6% a effacé en trois mois la récession de 2020. En 2022, la croissance reste forte à 6,1% mais elle devrait décélérer à 2,7% en 2023 compte tenu d'un effet de base et de l'environnement économique et géopolitique global moins favorable.

Cette **croissance est toutefois équilibrée** avec des excédents courants réguliers qui devraient progresser à 4,2% du PIB en 2023. Cette tendance récurrente depuis quinze ans est aussi bien ancrée à moyen terme car ces excédents courants sont soutenus par la montée en charge de l'exploitation gazière, les exportations de services informatiques et les transferts de la diaspora.



Sources : Central bureau of statistics, Crédit Agricole S.A./ECO

En ce qui concerne la **politique monétaire**, celle-ci est articulée pour éviter la surévaluation du shekel. Ce risque est désormais bien contenu depuis la création d'un fonds souverain en 2022 qui retire les recettes gazières des réserves en devises. Ces dernières baissent à 193 Mds USD fin 2022, l'équivalent de vingt et un mois d'importations, un coussin de sécurité très confortable. Ce changement majeur de la politique monétaire devrait prévenir une hausse future de la monnaie et d'éventuelles pertes de compétitivité à l'exportation.

Pour ce qui est de la hausse des prix, l'inflation a augmenté à 4,5% en 2022, entraînant une hausse des taux à 4,25% début 2023. Pour cette année, l'inflation devrait un peu s'apaiser à 3,6%, une performance assez honorable compte tenu du contexte mondial global.

L'État, après s'être désendetté pendant dix ans, a assumé un soutien économique massif contre la crise sanitaire, ce qui a fait déraiser la **dette publique à 71% du PIB** à fin 2020. La réactivité de la politique budgétaire et le fort rebond de croissance de 2021 et 2022 ont permis à celle-ci de rebaisser à 63% du PIB en 2022, un ratio très favorable pour un pays dit « développé ».

En ce qui concerne la dette externe, les excédents courants élevés et stables lui ont permis de rester très contenue à 28% du PIB. Étant inférieure aux réserves en devises, le pays est donc un important créancier net sur les marchés internationaux de capitaux.

De son côté, la situation sociale s'est également améliorée en 2022. La croissance spectaculaire de l'emploi a, jusqu'en 2019, abouti à une situation de quasi-plein-emploi (avec seulement 4% de chômage). Temporairement suspendu lors de la crise sanitaire avec un pic de 13% de chômage en 2020, le chômage est retombé à son niveau de 4% fin 2021, un niveau bas qui reste inchangé en 2022. Mais si le **chômage est redevenu faible, il subsiste encore trop d'inégalités sociales qui pèsent sur le sentiment général.**

✓ **Notre opinion – L'instabilité politique interne** est assez récurrente en raison d'un mode de **scrutin proportionnel** et de l'éclatement des partis. La nouvelle coalition gouvernementale de Netanyahu met en œuvre une politique très nationaliste qui devient plus clivante et tendue. À ce stade, elle n'influence que modérément les grandes orientations économiques et les équilibres du pays. Les risques d'affaiblissement de l'État de droit en cas de réforme de la justice et/ou d'affaiblissement de la Cour suprême sont toutefois des points d'attention particuliers qui vont occuper les observateurs au cours des prochaines semaines.

Article publié le 24 février 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
24/03/2022	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
23/03/2022	Entre sécurité nationale et réouverture, Hong Kong cherche encore sa nouvelle voie	Asie
22/02/2023	Brésil – Dans l'attente de nouveaux ancrages	Amérique latine
21/02/2023	Arabie saoudite – Après la très bonne année 2022, comment se présente l'année 2023 ?	Arabie saoudite
20/02/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
15/02/2023	Afrique du Nord – Libye : très peu d'espoir de réunification, un pays indéfiniment failli ?	Afrique du Nord
13/02/2023	ECO Tour 2023 : état de l'économie française secteur par secteur	France
13/02/2023	Royaume-Uni – La récession évitée de justesse avec une croissance nulle au T4 2022	Royaume-Uni
10/02/2023	Monde – L'actualité de la semaine	Monde
09/02/2023	L'Afrique sub-saharienne face à l'urgence alimentaire	Afrique et Moyen-Orient
09/02/2023	Parole de banques centrales – BCE : après un guidage de court terme, retour à une action conditionnée par les données	Zone euro

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques** : Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Christine Chabenet

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.